



Plateforme interassociative française relative aux politiques internationales sur les drogues

Communiqué de presse

14 mars 2019

Nations Unies, Vienne (Autriche).

DÉCLARATION POLITIQUE DE L'ONU SUR LES DROGUES : ENCORE 10 ANS DE PERDUS AVEC LA GUERRE AUX DROGUES !

Ce jour, en ouverture de la 62e Commission des stupéfiants (CND), les États membres de l'ONU ont adopté une Déclaration politique qui entend « accélérer la mise en œuvre de [leurs] engagements communs pour lutter contre le problème mondial de la drogue » pour les dix ans à venir. Elle poursuit la voie d'une politique non seulement vouée à l'échec, mais dont les conséquences sont désastreuses.

En réitérant les mêmes mesures et objectifs, sans évaluation préalable des impacts, de la « guerre aux drogues » conduite depuis 50 ans, la communauté internationale a donc choisi d'occulter les effets dévastateurs de leur stratégie commune. Au cours de la dernière décennie :

- Un demi-million de morts par an d'overdoses et de maladies évitables (VIH, hépatite C, tuberculose) ;
- Des violations systématiques des droits humains : emprisonnement massif, 4000 peines de mort, des dizaines de milliers d'exécutions extrajudiciaires et d'assassinats
- Une demande en hausse continue (+17% pour le cannabis, +33% pour l'ecstasy, +16% pour les opioïdes) ;
- Une production en pleine croissance (+125% pour l'opium, +30% pour la coca) ;
- Un crime organisé florissant : autour de 500 milliards de dollars de chiffre d'affaires par an, dont seulement 1% de fonds saisis[1] alors que plus de 100 milliards de dollars sont dépensés pour combattre le marché illégal.

Il y a dix ans, l'ancien directeur exécutif de l'ONUDC[2] dénonçait déjà les impacts négatifs de la politique antidrogue menée à l'échelle mondiale. La Déclaration adoptée aujourd'hui perpétue la politique qu'il critiquait alors, avec justesse. Décade après décade, les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est évident que cette stratégie ne fait qu'aggraver les effets délétères.

Néanmoins, la plateforme interassociative salue l'inclusion d'objectifs axés sur l'amélioration de la disponibilité des médicaments sous contrôle, la promotion des alternatives à l'emprisonnement pour usage, ainsi que l'amélioration de l'accès aux services de réduction des risques.

Par ailleurs, si nous nous félicitons de l'inclusion, dans la Déclaration, de références aux obligations en matière de droits humains et aux objectifs du développement durable, nous regrettons le fait que la Déclaration n'inclue pas explicitement un objectif visant à réduire les

violations des droits humains commises au nom du contrôle des drogues. Cela constitue une grave omission alors que les mesures répressives fortes sont réitérées, dans l'objectif irréaliste d'atteindre "un monde exempt d'abus de drogues".

Cette approche nuit aux missions de promotion de la paix et des droits humains énoncés dans la Charte des Nations Unies, aux engagements pris en matière de santé et de protection, et aux objectifs du développement durable.

Une autre politique internationale est possible, et le monde ne peut attendre la date cible de 2029 annoncée dans la Déclaration pour que les gouvernements changent de cap et rendent des comptes. Le monde ne peut se permettre une nouvelle décennie de répression et donc d'échecs - prévisibles - et de conséquences délétères sur les personnes et communautés concernées.

Contacts presse - présents-es à Vienne

Pour AIDES, Enzo Poultreniez, +33 6 63 28 90 64

Pour le think tank FAAAT, Farid Ghehiouèche, +33 7 51 35 02 34

Pour la Fédération Addiction, Laurène Collard, +33 6 15 26 35 95

Pour Médecins du monde, Fanny Mantaux +33 6 09 17 35 59

Pour NORML France, Béchir Bouderbala, +33 6 02 03 95 08

À propos de la plateforme

La plateforme interassociative française relative aux politiques internationales sur les drogues existe depuis 2014 et regroupe 11 associations engagées dans le domaine des politiques des drogues et de la Réduction des Dommages et des Risques liés aux usages de drogues. Il s'agit de : AIDES, ASUD, FAAAT think & do tank, la Fédération Addiction, Médecins du Monde, NORML France, PsychoActif, SAFE, SOS Hépatites et IDPC.

Nos associations ont des profils différents : autosupport, addictologie, services de réduction des risques en France et à l'international, plaidoyer, recherche, programmes internationaux, etc.

La plateforme travaille avec le gouvernement français ; elle fait valoir son expertise et sa connaissance de terrain et entend prendre part aux négociations internationales, pour une réforme des politiques en matière de drogues qui favorisent l'inclusion sociale et le respect des droits humains fondamentaux, par la régulation des marchés et la décriminalisation des usages au niveau mondial.

[1] Voir le rapport de la société civile élaboré par IDPC : *Taking stock: A decade of drug policy*

[2] Office des Nations unies contre la drogue et le crime, World Drug Report 2018.